

PARTOUZE PÉDOPHILE À LA MAMOUNIA

Que s'est-il vraiment passé ce soir-là ?



Scandale sur Canal + ! Le 30 mai, au « Grand jury », le philosophe Luc Ferry met en cause « un ancien ministre qui s'était fait coincer à Marrakech dans une partouze avec des petits garçons ». S'il est impossible de donner le nom du suspect avant une inculpation officielle, « Minute » peut déjà annoncer, en exclusivité, toutes les questions qu'ont posées les policiers chargés d'enquêter sur la fameuse soirée où ce pervers aurait fait étouffer ses abus pédophiles au nom de la raison d'Etat.

Que s'est-il donc passé à la Mamounia, mythique palace de Marrakech, le 31 décembre 2005 ? Est-il vrai qu'un ministre, réputé centriste, du gouvernement de **Dominique de Villepin**, a été la cause d'un violent incident dans ces lieux feutrés ? Est-il vrai que le ministre était en théorie venu passer le réveillon au Maroc en amoureux avec

sa compagne d'alors ? Est-il vrai que cette dernière l'a découvert par hasard en fâcheuse position, en compagnie d'un enfant, dans la suite qu'ils occupaient ? Est-il vrai que dans la suite, transformée en baisodrome, les comparses du ministre se déchaînaient sur d'autres gosses ? Est-il vrai – et on la comprend si les faits sont avérés – que la compagne du ministre aurait alors tout

cassé sur son passage, arrachant les rideaux qui protégeaient les personnalités haut placées d'éventuels regards extérieurs ? Puis qu'elle aurait ravagé le couloir ouvrant sur cette suite, causant d'importants dégâts dans le palace ? Est-il vrai que la police a alpagué tout ce beau monde et que les diplomates français et marocains ont fait de grands efforts pour permettre au sinistre – pardon ! au ministre – de regagner la France *illico presto* ? Est-il vrai que le gouvernement marocain a tout de même officiellement protesté contre une telle pagaille et dénoncé de telles pratiques auprès des autorités françaises ? Est-il vrai que la note du palace saccagé par les pédophiles en furie et la compagne folle furieuse a été envoyée au Quai d'Orsay par la direction de l'établissement et que le gouvernement français a dû payer une note salée pour les frais occasionnés par ce dérapage incontrôlé ? Ou faut-il croire ceux qui affirment que c'est le roi du Maroc en personne qui aurait réglé la note pour ne pas provoquer de scandale avec un important partenaire ? Est-il vrai, toutefois, que durant plusieurs semaines, le ministre incriminé a été accueilli dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale aux cris de « *La Mamounia ! La Mamounia !* » ?

« Tout le monde le sait »

A l'époque, « Le Canard enchaîné » et « Minute » s'étaient fait écho de l'affaire, sans conséquences apparentes. Mais voilà que le scandale ressurgit à la suite des propos tenus publiquement par **Luc Ferry**. Les réseaux sociaux ont cru et affirmé, à tort, que **Jack Lang** était la cible de **Luc Ferry**. Le quotidien anglais « Daily mail », du 1^{er} juin, a repris l'information – sans aucun

doute erronée. **Jean-François Kahn**, l'ancien patron de « Marianne », est donc dans le vrai lorsqu'il dit que ce n'est pas **Lang** qui est visé par **Ferry**, mais un « *autre ancien ministre français* ». De droite, cette fois.

Précisons que **Luc Ferry** a appartenu, comme cette personnalité surprise en mauvaise posture dans une chambre de la Mamounia, à un gouvernement de **Jean-Pierre Raffarin**. **Raffarin** aurait pu raconter l'histoire à **Ferry**, puisque ce dernier prétend qu'un « *ancien premier ministre* » figure parmi ceux qui lui ont « *révélé le scandale* ».

Le 1^{er} juin, sur son blog, **Thierry Desjardins**, ancien patron du « Figaro-Magazine », a avancé, sans aucune preuve à l'appui, le nom du présumé coupable, au motif, il est vrai assez léger, que « *tout le monde sait* ». Le lendemain, l'article avait disparu à la suite d'une « *mise en demeure de l'avocat de la personne évoquée* ».

Le 2 juin, le Parquet de Paris a ouvert une enquête. Le 3, **Luc Ferry** a été entendu par les policiers de la Brigade de protection des mineurs (BPM) chargés d'instruire le dossier. Là, il a bien dû préciser quelques détails. Bientôt, il se pourrait donc que l'on apprenne de manière officielle le véritable nom du (présumé, évidemment présumé) ministre pédophile. ■

Lionel Humbert

A gosse toute !

Les militants de mai 1968 n'ont souvent retenu qu'une seule leçon des barricades : « *Il est interdit d'interdire* ». Quitte à cautionner la pédophilie au nom du sacro-saint principe de liberté.

« *Un ancien ministre s'est fait coincer à Marrakech dans une partouze avec des petits enfants* » Les déclarations du philosophe et ancien ministre **Luc Ferry** ont au moins eu le mérite de rappeler la bienveillance, voire même la complaisance, d'une partie de la classe politique vis-à-vis de la pédophilie. En cause, les anciens militants de mai 68, passés des barricades aux partis institutionnels, et qui n'ont cessé de mettre en œuvre leur